



L'ÉTATISATION MENACE NOS LIBERTÉS

AGEFI - 15.09.2023

« SI L'ÉTAT A UN RÔLE ESSENTIEL À JOUER DANS LA PROTECTION DE SA POPULATION ET LA GARANTIE DE CERTAINS DROITS FONDAMENTAUX, IL NE DOIT PAS DEVENIR UN MONSTRE TENTACULAIRE QUI DÉVORE NOS LIBERTÉS. »

En Suisse romande (et dans bien d'autres régions de notre monde), nous constatons lentement mais sûrement une étatisation progressive qui se caractérise par une croissance constante de l'interventionnisme étatique dans tous les aspects de notre vie. Nos parlements et gouvernements cantonaux (et parfois communaux) interviennent de plus en plus dans les affaires économiques, en adoptant sans relâche des lois et autres réglementations d'application ou encore en allouant des subventions parfois massives dans de multiples domaines. Le but étant alors de tout normer, contrôler et vérifier. Cela se traduit notamment par une étatisation de multiples activités gérées par les services de l'État ou des entités parapubliques. Si ces mesures peuvent sembler anodines à première vue, elles ont un impact profond dans nos vies professionnelles et privées. Sous des airs de bonnes intentions et de protection, cette tendance à l'expansion de l'État menace en réalité nos libertés individuelles et notre capacité à décider de notre propre destin. Les conséquences inquiétantes de cette évolution sont très importantes.

En effet, lorsque l'État s'immisce dans les secteurs clés de l'économie, il limite la liberté d'entreprendre et d'innover. L'entrepreneur ou dirigeant d'entreprise, jadis moteur de l'innovation et de la croissance économique, se trouve entravé par une bureaucratie croissante et des réglementations excessives et complexes. Rien que dans le domaine immobilier, par exemple, il faut parfois attendre des mois pour ne pas dire des années afin d'obtenir un permis de construire ou de rénovation, ceci allant clairement à l'encontre des objectifs climatiques que nous nous sommes fixés. Sur le plan fiscal, l'expansion de l'appareil étatique nécessite des

ressources financières considérables provenant de nos impôts. Nous le voyons par exemple dans le canton de Vaud avec une charge fiscale sur les personnes physiques qui devient insupportable. En outre, la liste des tâches que le pouvoir public effectue à la place du secteur privé est chaque année plus grande. En conséquence, nos entreprises qui elles créent de la valeur et financent l'État peinent parfois à recruter de la main-d'œuvre qui est souvent « aspirée » à de meilleures conditions par l'autorité publique.

Nous ne rappellerons jamais assez que la responsabilité individuelle doit absolument être préservée dans notre pays, sans quoi nous risquons de nous retrouver dans une société paternaliste, où l'État décide à notre place de ce qui est bon ou non pour nous. Milton Friedman évoquait à juste titre que la véritable grandeur d'une nation ne réside pas dans l'ampleur de son gouvernement, mais dans la liberté qu'elle accorde à ses citoyens. Si l'État a un rôle essentiel à jouer dans la protection de sa population et la garantie de certains droits fondamentaux, il ne doit pas devenir un monstre tentaculaire qui dévore nos libertés. Il est temps de réfléchir à cette tendance et de réaffirmer notre engagement envers les principes de liberté individuelle, d'autonomie économique et de respect de la vie privée. La menace silencieuse de l'étatisation doit ainsi être combattue avec vigueur et à haute voix. Il en va de notre prospérité économique actuelle et future.